

Conditions générales de vente

1. Application des présentes conditions:
 - 1.1. Le vendeur ci-après qualifié est la sprl Protec-net, dont le siège social est sis à 1470 Genappe, 1c rue Château du Lothier et inscrite au Registre de la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0810.676.312 (TVA 810.676.312).
 - 1.2. L'acheteur est défini ci-dessous comme étant la société ou la personne physique, marquant son accord sur l'offre contenue dans la remise de prix, devis ou forfait, émise par le vendeur.
 - 1.3. Les présentes conditions générales de vente sont applicables à toute commande passée par l'acheteur auprès du vendeur et à tous nos contrats de vente, en ce compris toutes prestations de services accessoires. Elles sont annexées à tous documents communiqués par le vendeur et sur simple demande.
 - 1.4. Les présentes conditions générales de vente excluent, à défaut d'acceptation écrite du vendeur, toutes autres conditions, générales et particulières, de l'acheteur.
 - 1.5. L'acheteur s'engage à préciser au vendeur, au plus tard au moment de l'acceptation de l'offre de prix émise par le vendeur, si la commande est passée à des fins professionnelles ou privées. Sauf indication contraire, les parties reconnaissent que les obligations naissantes de la convention afférente aux présentes conditions naissent et/ou s'exécutent principalement au lieu du siège social du vendeur, du siège de l'une ou plusieurs de ses filiales ou de l'un de ses entrepôts.
2. Commande:
 - 2.1. Les offres sont valables sous une limite de temps respectable. Le français constitue la seule langue utilisée pour la conclusion du contrat et durant l'exécution de celui-ci.
 - 2.2. L'acheteur complète les informations personnelles le concernant et soumet sa demande de prix au vendeur. Dans les meilleurs délais, le vendeur après devis ou conditions forfaitaires, renvoie par mail ou courrier à l'acheteur une offre de prix reprenant les caractéristiques souhaitées, le tout soumis aux présentes conditions générales. Dans les 31 jours à compter de cet envoi, sous peine de caducité de l'offre, l'acheteur accepte la remise de prix. En cas de modifications apportées par l'acheteur, le vendeur adresse une nouvelle remise de prix valable aux conditions précitées. L'acceptation de la remise de prix définitive vaut conclusion du contrat de vente et soumet les parties aux présentes conditions générales. Le vendeur adresse à l'acheteur une confirmation de la commande passée.
3. Prix et paiement:
 - 3.1. Le prix de vente renseigné dans la remise de prix est susceptible de modification jusqu'à l'acceptation de l'acheteur qui la rend définitive, sauf cas de force majeure.
 - 3.2. Le vendeur se réserve le droit d'exiger la constitution, à son choix, de sûretés complémentaires, réelles ou personnelles. A défaut de pareille constitution, tout engagement entre parties est réputé caduc.
 - 3.3. Sauf stipulations contraires, les factures émises par le vendeur sont payables en euro, au comptant et sans escompte, le tout sur le compte bancaire du vendeur.
 - 3.4. Toute réclamation relative à la facture doit être notifiée au vendeur au plus tard dans les huit jours de sa réception, à défaut de quoi elle ne sera pas prise en compte.
 - 3.5. En cas de non paiement de toute facture dans les 15 jours de son envoi, l'acheteur sera redevable, en sus du montant en capital, au vendeur, de plein droit et sans mise en demeure préalable, des intérêts moratoires au taux de 1,5% par mois, ainsi que d'une indemnité forfaitaire d'un montant en principal de la commande hors TVA, intérêts et frais avec un montant minimum de 75€. Pareille indemnité sera également exigible par l'acheteur en cas d'inexécution par le vendeur, ainsi que prévu par l'art. 6 des présentes conditions.
 - 3.6. En cas de recouvrement judiciaire de toute facture, l'acheteur sera, en outre, redevable des frais raisonnables de recouvrement, tels que les frais d'avocat et les frais internes de gestion qui dépasseraient le montant de cette indemnité forfaitaire.
 - 3.7. En cas de non respect par l'acheteur d'une seule échéance de paiement, et ce, pour quelque raison que ce soit, l'ensemble des règlements ultérieurs s'effectuera, au plus tard, lors de la prochaine passation de commande par l'acheteur. En outre, le vendeur se réserve, dans ce cas, le droit de suspendre l'exécution des autres commandes en cours jusqu'à complet règlement des montants dus.
 - 3.8. De la même manière, et pour répondre au prescrit de l'art.32,15 de la loi sur les pratiques de commerce, dans l'hypothèse où un retard serait imputé à la faute du vendeur, et pour autant que le client ait adressé à celui-ci, par recommandé, une mise en demeure rappelant la présente condition et que cette mise en demeure soit restée sans effet pendant huit jours, le vendeur serait redevable, à titre d'indemnité forfaitaire, d'une somme égale à 5% du prix convenu hors taxe, avec un minimum de 75€.
4. Frais de déplacement:

les frais seront à l'entière charge de l'acheteur si la date de l'exécution de l'offre est remise par faute de l'acheteur, soit pour une question de non respect des demandes spécifiées sur le contrat signé entre les tiers.
5. Réserve de propriété:
 - 5.1. L'attestation restera à la propriété du vendeur jusqu'à paiement complet de la facture émise, en ce compris les intérêts de retard et indemnités éventuelles.
 - 5.2. A défaut de paiement du prix à l'échéance, le vendeur se réserve le droit de ne pas fournir l'attestation.
6. Garantie:

L'acheteur s'engage à effectuer un examen minutieux du travail au moment de l'intervention conformément à ses capacités.

 - 6.1. Toute dénonciation d'un vice apparent ou d'un défaut de conformité affectant les services effectués doit être notifiée au vendeur dans les 7 jours de la livraison du service.
 - 6.2. La réception du service par l'acheteur ou ses préposés a pour effet de couvrir tout vice apparent qui pourrait être constaté au moment de la livraison du service.
 - 6.3. Toute dénonciation d'un vice caché des services devra être notifiée au vendeur dans les quinze jours par l'acheteur.
 - 6.4. Toute action en justice relative aux vices cachés devra être introduite dans les trente jours concernant à partir de la découverte des vices par l'acheteur, ou à partir du jour de l'échec des pourparlers en vue d'un arrangement amiable.
 - 6.5. Aucune annulation ne peut-être faite au vendeur sauf au préalable notifié par écrit de la part de l'acheteur.
 - 6.6. En outre, la responsabilité du vendeur est exclue en cas de dommage causé conjointement par un défaut survenu par ses produits et ou services au cas où la victime en est le responsable.
 - 6.7. L'acheteur a ses droits légaux au titre de la loi du 1er Septembre 2004 régissant la vente des biens de consommation, lesquels ne sont pas affectés par la présente garantie. Le présent article vaut garantie au sens de l'art. 1649 quater § 3 du code civil.
7. Force Majeure:
 - 7.1. La survenance de tout événement tel que notamment, toutes interruptions de la production, de transport ou de livraison, grèves, lock-out, embargos, guerres, attentats terroristes ou conséquences d'attentat, insuffisance de matières premières, épidémies, intempéries et plus généralement, tout événement de nature similaire affectant les parties ou leur fournisseur et retardant ou rendant impossible l'exécution de leurs obligations respectives. Suspendent l'exécution de leurs obligations respectives.
 - 7.2. La partie qui invoque un tel événement notifiera à l'autre partie dans les plus brefs délais la preuve de la survenance. L'exécution de ses obligations sera suspendue jusqu'à notification de la fin de l'événement, étant entendu qu'aucune partie ne pourra réclamer une quelconque indemnité à l'autre partie.
 - 7.3. Les parties mettront tout en oeuvre afin de réduire les difficultés et/ou dommages causés.
 - 7.4. Si la force majeure dure plus de 60 jours, les parties mettront tout en oeuvre pour renégocier l'exécution ultérieure du contrat de vente.
 - 7.5. A défaut d'accord, chaque partie aura le droit d'y mettre fin par notification adressée à l'autre partie.
8. Sous-traitance et cession:

Le vendeur pourra sous-traiter tout ou une partie de l'exécution de la vente à un tiers sans l'accord préalable écrit de l'acheteur. Il pourra également céder tout ou une partie de la vente à un tiers sans l'accord préalable et écrit de l'acheteur.
9. Protection de la vie privée:
 - 9.1. Le traitement par le vendeur des données personnelles reçues par l'acheteur a pour finalités, l'exécution de la présente convention, l'administration de la clientèle, la promotion des produits et services du vendeur, l'établissement de campagnes d'informations personnalisées et de marketing direct, en ce compris par le biais de courrier électronique.
 - 9.2. A tout moment, l'acheteur bénéficie d'un droit d'accès, de contrôle de rectification gratuit des données personnelles le concernant conformément à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.
 - 9.3. Le responsable du traitement des données est l'administrateur-délégué du vendeur.
 - 9.4. L'acheteur autorise le vendeur à faire état de la vente de produits ou de prestations de services faisant l'objet du présent contrat, dans le strict but de promotion des produits vendus et/ou des services prestés par le vendeur. La mise en oeuvre de cette promotion sera soumise à l'acheteur qui pourra, à tout moment, retirer cette autorisation. L'acheteur ne pourra cependant jamais, à quelque titre que ce soit, réclamer de dommages et intérêts en suite de la dite promotion.
10. Généralités:
 - 10.1. La nullité ou l'inapplicabilité de l'une des clauses des présentes conditions générales ne peut affecter la validité ou l'applicabilité des autres clauses. Le cas échéant, les parties s'engagent à remplacer la clause nulle ou inapplicable par une clause valable qui est la plus proche d'un point de vue économique de la clause nulle ou inapplicable.
 - 10.2. Le fait que le vendeur ne se prévale pas des présentes conditions générales de vente à un moment donné ne peut être interprété comme une renonciation à s'en prévaloir ultérieurement.
 - 10.3. Toute communication ou notification entre parties sera valablement effectuée par lettre recommandée, courrier télécopié, courrier électronique avec accusé de réception, pour le vendeur, à son siège social et pour l'acheteur, à son siège social ou domicile.
11. Droit applicable et compétence:
 - 11.1. Les présentes conditions générales sont régies par le droit Belge, même en cas d'appel en garantie. Les parties conviennent expressément d'écartier l'application de la Convention de Vienne sur la vente internationale de marchandises.
 - 11.2. Tout litige relatif à la formation, l'exécution, l'interprétation de ses conditions générales de vente ainsi qu'à toutes conventions auxquelles elles s'appliquent et qui ne peut être résolu à l'amiable, est soumis à la compétence exclusive des juridictions de l'arrondissement judiciaire de Nivelles.